L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLÉANS, JEUDI MATIN, 5 MARS 1885. 58ème Année

Dufour, Donnet & Cie., Propriétaire-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, Second Class Matter

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI, 5 MARS 1885.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

L'Exposition mexicaine.

Quiconque connait les origines de notre Exposition l'universelle de la Nouvelle-Orléans, quiconque a vu celle-ci naître et grandir, sait qu'elle doit les étonnants développements qu'elle a pris depuis, au désir qu'avaient ses promoteurs, surtout le gouvernement général, de multiplier les relations commerciales des Etats-Unis avec le Centre-Amérique, et, en particulier, avec le Mexique. Aussi, a-t-on fait la part belle à la République voisine ; on lui a réservé un immense espace dont elle a su profiter.

Mais le Mexique, gouverné par des hommes pratiques, ne s'est pas borné à exposer, comme les autres nations, pour faire connaître les produits de ses mines, de ses forêts, de ses carrières, de son agriculture, de son industrie. Porfirio Diaz, le personnage le plus influent du pays, s'était fait nommer Commissaire-général, non seulement pour donner à l'exhibition mexicaine un plus grand développement, de plus vastes proportions, mais aussi et surtout, pour lui faire produire des résultats pratiques. Avec la rare perspicacité dont il est doué, il avait remarqué que bien des peuples ne tirent pas des Expositions dans lesquelles ils figurent, les bénéfices qu'ils ont droit d'en attendre, et il en avait facilement trouvé la raison : ils laissent à l'initiative privée le soin de faire valoir, de populariser au loin leurs richesses territoriales et manufacturières. Tout est livré à l'action individuelle ; aucun mouvement d'ensemble ; presque toujours, soit par inhabileté, soit par impuissance, les exposants restent dans l'inertie ; aussi les résultats ne répondent pas aux efforts, ni les profits aux avances.

Porfirio Diaz obvia résolument à ces inconvénients ; il ne se contenta pas de nommer une commission générale ; il y ajouta des comités d'agriculture, des mines, de l'industrie ; il fit plus encore : il créa un comité de commerce ayant un caractère officiel, composé d'agents dûment autorisés à agir, en vue de favoriser l'échange des produits de son pays avec les nations étrangères, de mettre en rapport direct, à l'Exposition même, les producteurs et les consommateurs du Mexique avec ceux des autres contrées.

Ce comité avait une autre mission, celle d'appeler l'attention des Américains et des Européens sur les ressources nationales de toute nature, industrielles, agricoles, minérales, que ne sont ni développées ni exploitées et restent inconnues à un grand nombre.

Pour faire fonctionner convenablement une organisation aussi compliquée, il fallait des règlements admirablement combinés, établissant nettement la responsabilité des agents mexicains envers leur gouvernement et fournissant aux acheteurs et aux spéculateurs étrangers les plus solides garanties.

Ces règlements, nous les avons sous les yeux ; ils sont irréprochables. Ils ont été rédigés par M. Antonio Carvajal, président du comité du commerce, qui a bien voulu nous en communiquer un exemplaire—gracieuseté dont nous le remercions.

Voilà, certes, un plan magnifiquement tracé, avec des proportion grandioses. Nous ne croyons pas que jamais gouvernement en ait autant fait, à l'étranger, pour ses nationaux exposants. Avec une administration aussi active, aussi ardemment patriotique que celle du général Diaz, il est impossible que le Mexique ne fasse pas de progrès extrêmement rapides, n'attire pas à lui une masse de bras et de capitaux, pour peupler la République, en exploiter les richesses et y faire sortir de terre, comme par enchantement, les industries agricoles et manufacturières.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les galeries mexicaines de l'Exposition, d'examiner en observateur les riches vitrines qui les remplissent, où abondent des ressources plus merveilleuses encore par leur variété, qui est presqu'infinie, que par leur valeur, qui est de premier ordre, presque incomparable ; il faut surtout étudier, sur la carte, la magnifique position qu'occupe le pays, entre les deux océans Pacifique et Atlantique, et qui aura, bientôt, à sa disposition, des canaux immenses, des chemins de fer gigantesques, qui lui permettront de transporter ses produits d'une rive à l'autre, avec une facilité, une rapidité prodigieuses—pour comprendre à quelles hautes destinées il est appelé.

Une partie de ses populations, d'origine indienne, est intéressante, nous le savons ; mais elles sont données de remarquables instante industriels et artistiques ; elles ont, développé au degré le plus élevé, le don de s'assimiler les idées, les procédés scientifiques, les méthodes d'exploitation adoptés dans les contrées qui, dans la marche générale de l'humanité vers le progrès, ont pris la tête de colonne ; elles ont surtout dans leurs classes dirigeantes, admirablement douées, encore mieux éclairées et instruites, des guides sûrs qui les conduisent droit au but poursuivi, sans les laisser s'attarder ou s'égarer, un instant, sur la route.

Il est donc grand temps pour nous de diriger nos attentions et nos énergies de ce côté. Les américains du Nord et de l'Ouest ne s'y sont pas trompés ; ils font parfaitement vu qu'il y a là de magnifiques ressources à exploiter, d'énormes bénéfices à faire. Jamais ils ne se seraient montrés si généreux envers notre Exposition, s'ils n'avaient pas compris que leurs avances devaient leur rapporter au centuple. Nous ne les critiquons pas d'en agir de la sorte ; il n'y a là rien que de parfaitement légitime. Les deux républiques n'auraient qu'à gagner à entrer dans d'étroites relations d'affaires ; elles tireraient un bénéfice incalculable d'une union commerciale, fondée sur des bases loyales, équitables et, par conséquent, durables. Dans les questions économiques comme dans celles de la politique, il n'y a de vraiment solide, de vraiment utile, que ce qui est honnête.

Mais il serait déplorable que ces rapports s'établissent entre le Nord et le Mexique, en dehors de nous, par dessus nos têtes, et qu'après s'être servi de nous, un instant, comme trait d'union entre les deux pays, on nous laissât dans l'abandon. C'est le danger qui nous menace, si nous ne savons pas profiter de la situation qui nous est faite. La tâche nous est d'autant plus facile, que nulle part nos droits nous laissent au Mexique, que la similitude de climat, de mœurs, de religion, nous rapproche de lui, et que nous n'avons qu'à lui tendre la main pour qu'il la serre cordialement.

En France, après le chako, l'épaulette !

Cette dernière est, en effet, destinée, dans un avenir prochain, à ne plus être portée que par les cuirassiers.

Le ministre de la guerre a décidé que les épaulettes seraient supprimées pour la troupe, au fur et à mesure de l'écoulement des approvisionnements.

Cette suppression, dit le *Progrès militaire*, entraîne l'adoption d'une petite légèrement remboursée, destinée à préserver les épaules de la pression des courroies du sac.

Expérience de diffusion de la canne à sucre.

Nous venons d'assister à une nouvelle et intéressante expérience de l'appareil de diffusion continue et instantanée de la canne à sucre, de l'invention de M. H. Farjas.

Comme dans l'expérience faite samedi dernier, le résultat a été concluant.

Malgré le mauvais temps un assez grand nombre de planteurs et de personnes intéressées au succès de l'amélioration de nos procédés de fabrication sucrière, se trouvaient réunies et ont félicité l'heureux inventeur.

L'espace ne nous permettant pas de citer le nom de toutes les personnes présentes, nous donnerons seulement les noms de celles qui nous sont personnellement connues, ce sont : MM. J. Mott Smith, commissaire du gouvernement Hawaïen ; E. Tanneret, N. O.; Constant Andrew, N. O.; D. H. Kenner, président de l'Association des Planteurs Sucriers ; Henry Denis, N. O.; J. N. Kneeland, Bun Oak, Michigan ; Hon. E. Bermudez, juge de la cour suprême, N. O.; Ch. Le Breton; Prof. F. C. Boucher, agent consulaire de France à St. Paul, Minn.; Ch. Flateau, représentant MM. Decauville & Cie. pour leur chemin de fer portatif ; Ch. Sarpy, N. O.

A la demande générale et afin de permettre à plusieurs planteurs du Texas et de quelques autres Etats voisins ainsi qu'à plusieurs raffineurs de New York et de Philadelphie, une nouvelle expérience aura lieu chez M. Scheidecker, 2235 rue de Chartres, le vendredi 14 mars courant, à midi.

Nous espérons y rencontrer tous les intéressés à l'amélioration de nos procédés de fabrication sucrière.

La famille et les amis du général Grant sont vivement alarmés—nous apprend le *Courrier des Etats-Unis* du 2 mars—par le rapide développement d'une affection dont il souffre depuis plusieurs mois, et qui semble arrivée à une période critique. Cette affection a pris décidément le caractère d'un cancer à la gorge et au palais, produit apparemment par l'habitude de fumer à l'excès ; et les médecins pensent que les progrès en sont été hâtés dans ces derniers temps par l'état mental du malade, douloureusement impressionné par les péripéties de l'affaire Ward-Grant, et, plus récemment, par l'échec devant le congrès du bill le réintégrant sur les contrôles de l'armée. Le docteur Douglass, qui lui donne des soins assidus, pense que peu de mois doivent fatalement terminer la carrière du général, mais que peut-être sa vie pourrait être prolongée dans une certaine mesure si son esprit était détendu par une satisfaction à laquelle il aspire. Il est possible que ce soulagement lui soit accordé sans plus de retard. Aujourd'hui même, dit-on, M. Randall doit appeler à l'ordre du jour de la chambre le bill de M. Errington portant restitution au général Grant du son grade et de ses émoluments. Il n'est pas impossible que le vote de la chambre soit favorablement influencé par les rapports des médecins, qui ne laissent guère de doute sur la fin prochaine de l'illustre malade.

Les amis de M. P. M. Sauvalle apprendront avec plaisir qu'il a très bien réussi au Canada, où il compte se fixer. M. Sauvalle aurait été attaché à la rédaction du journal *La Patrie* de Montréal, comme rédacteur agricole. Le 16 de ce mois, il épouse une jeune et charmante française, dont la famille est établie au Canada. Nous souhaitons au jeune couple bonheur et succès.

Le bureau de poste nous a transmis, hier soir, quelques journaux de Paris du 18 février. Nous trouvons dans le *Temps* de cette date, sur la prise de Lang-Son par les Français, des détails plus complets que ceux qui nous ont été donner par le télégraphe :

Dépêche de notre correspondant particulier.

Lang-Son, 16 février, 11 h., matin.

La citadelle de Lang-Son est tombée entre nos mains le 13 février à midi.

Après la prise du camp retranché de Dong-Song, l'armée a fait trois jours de marches forcées à travers des gorges.

Le 11, la brigade de Négrier a attaqué et emporté le village de Vanoï.

Le 12, après de serrés et sanglants combats livrés au milieu d'un épais brouillard, la brigade Giovanninelli a repoussé les troupes chinoises de crêtes en crêtes et a bivouaqué le soir à la sortie des gorges. Les pertes des Chinois ont été énormes ce jour-là.

Le 13, une marche rapide a conduit toute l'armée devant Lang-Son. Une courte canonnade en a chassé les dernières bandes chinoises et on est entré dans la citadelle, où on a trouvé entassées de grandes provisions.

Nos troupes ont été héroïques. Elles ont supporté avec entrain la fatigue, le froid et l'humidité d'un pénible trajet chargé de brumes.

La région traversée depuis Dong-Song est passablement stérile.

D'autre part, l'agence Havas a reçu la dépêche suivante :

Lang-Son, 16 février, 11 h.

Le 10, nous levons le camp de Dong-Song. La marche s'effectue sans rencontrer de résistance.

Le lendemain, nous culbutons les Chinois auprès de Vanoï, et, malgré leur résistance, nous couchons sur leurs positions.

Le 12, l'armée chinoise est mise dans une déroute complète, après une lutte des plus vives. Nos troupes se montrent admirables de bravoure ; elles enlèvent d'assaut plusieurs forts..

Après une marche rapide, nous arrivons, le 13, à Lang-Son, que nous trouvons évacué et incendié ; nous occupons des positions avancées.

Le pays est très accidenté.

La marche a été habile ; elle était savamment conduite.

Malgré les difficultés, nous nous sommes emparés d'une grande quantité d'armes, de munitions et de riz.

Les pertes des Chinois sont énormes. Ils se retirent vers la frontière.

Le temps est brumeux et froid.

La *République Française* du 14 février :

Que demande l'intérêt immédiat de la République ? Que veulent tous les hommes qui ont réfléchi mûrement sur les inconvénients graves du scrutin uninominal et sur la situation, sur les mœurs politiques, sur l'état d'esprit qui résultent à la longue de ce mode d'élection ?

Ce que l'on veut, c'est le large scrutin, c'est le scrutin départemental permettant l'accord entre les républicains et donnant la force et l'autorité aux élus. Là-dessus, nous l'espérons du moins, tout le monde est désormais d'un même avis. C'est donc cette réforme qu'il faut aujourd'hui voter, parce qu'elle est mûre, parce qu'elle est pratique, parce qu'elle apporte une amélioration considérable dans l'existence politique du pays et dans les rapports des élus avec les électeurs et des élus entre eux. Quant aux divers amendements sur lesquels l'opinion n'est pas encore faite, nous croyons qu'ils les faut ajourner, quelque juste qu'ils puissent paraître en eux-mêmes.

On peut donner des raisons très-fortes en faveur du système qui prend pour base électorale le nombre des habitants. On se peut invoquer qui sont extrêmement bien fondées en droit pour le système qui met la base électorale dans le nombre des électeurs. Le plus simple est de conserver provisoirement la base actuelle, tout bonnement parce qu'elle existe, parce qu'on l'a pratiquée et qu'on la connaît. Ce n'est pas quelques députés de plus ou de moins à la Chambre qui feront une différence capitale dans l'état des partis et dans la constitution intérieure du Parlement. Nous croyons qu'il ne s'agit pas d'élaborer aujourd'hui tout un code électoral, mais qu'il faut aller au plus simple et au plus pressé en bornant la réforme à son point essentiel, c'est-à-dire au scrutin départemental.

C'est toujours, dira-t-on, notre même méthode. Hé ! oui, sans doute, c'est toujours la même méthode, qui consiste à écarter le plus possible les difficultés et à réaliser en chaque circonstance la réforme qui paraît à point. Nous cueillons les fruits mûrs et laissons mûrir les autres. Nous marchons les terrains sur lesquels on peut s'entendre ; nous fuyons ceux où l'on se querelle. Si quelqu'un possède une autre méthode, plus pratique et plus patriotique, qu'il le dise !

Le *Testamentaire* dit avoir reçu d'un abonné des Basses-Pyrénées, une lettre dont voici le *post-scriptum*, qu'aurait pu signer Calino.

"Je vous demande mille fois pardon de vous écrire avec mon cache-nez et mon bonnet de soie sur la tête, mais il fait encore si froid, et je suis si enrhumé que vous me pardonnerez ce manque d'égards à votre personne."

LOUISIANE.

Le *Farmer*, Covington, paroisse St-Tammany, du 28 février :

L'article suivant sur la culture de la soie est dû à la plume de M. Edward Fisnach, de Raleigh, Caroline du Nord, et il peut aussi bien s'appliquer à la Louisiane et à la paroisse St-Tammany qu'à cet Etat :

Au premier rang des ressources qui méritent d'être développées parmi nous, il faut placer la sériciculture.

Le mûrier qui fournit au ver à soie sa nourriture, est indigène ; il croît en abondance dans nos campagnes ; on le trouve partout dans les différents comtés de notre Etat ; il y croît merveilleusement, sans demander aucune culture. Il donne des feuilles de première qualité, qui ne le cèdent en rien à celles des meilleurs mûriers français et italiens.

Aucune culture agricole ne récompense plus généreusement les travaux de l'homme, et le capital qu'elle exige est insignifiant.

Elle ne prend que six semaines de travail, depuis les préparatifs pour l'éclosion de la larve jusqu'à la récolte du cocon ; elle n'exige nullement les efforts des membres valides de la famille ; tout peut être fait par la femme, par les enfants, par les vieillards, par les infirmes. C'est donc une source nouvelle de revenu qui vient s'ajouter à celles qui sont ordinaires à la famille. On peut se livrer à la sériciculture, non seulement à la campagne, mais dans les villes, partout où se trouve une chambre pour l'élevage du ver, et des feuilles, pour son alimentation.

Il y a, par exemple, dans la Caroline du Nord, 270,974 familles. Que 10,000 seulement d'entr'elles fassent chacune, par an, une récolte de 200 à 300 livres de soie ; cela produit une somme d'un à deux millions de dollars, ajoutés au revenu général de l'Etat.

En France la culture de la soie se fait en petit, dans les familles ; chacune de celles-ci récolte de 200 à 400 livres du précieux textile, et c'est une des plus fécondes sources de prospérité de cette industrieuse contrée. Les Français considèrent la sériciculture comme *une de leurs gloires industrielles*.

Nous avons d'immenses étendues de terres restées en friche ; elles sont merveilleusement propres à la culture du mûrier ; notre climat doux et peu variable devrait nous engager à attirer dans nos campagnes des colonies de français et d'italiens, versés dans cette fructueuse industrie. Ce n'est pas le placement qui manquerait pour notre matière première ; les fabriques de soieries américaine ont fait des progrès étonnants ; elles prennent énormément, et, l'an dernier, il est entré en douane pour plus de $12,000,000 de soie brute, en franchise.

Il y a eu, dans ces derniers temps, beaucoup de fluctuation dans les prix de la matière première ; en 1876, elle valait $3, la livre ; elle s'achète aujourd'hui $1,25, mais la moyenne est de $1,50.

On peut planter 200 mûriers sur deux acres ; un arbre d'une grosseur moyenne donne environ 150 livres de feuilles, soit 30,000 livres pour deux acres. Il faut dix-sept livres de feuilles pour obtenir une livre d'excellents cocons ; les 30,000 livres donneront donc en moyenne 1705 livres de cocons frais ou pleins, une fois desséchés, le poids en est réduit à 588 livres. A $1.50 que l'on calcule le bénéfice

Il y a un marché aux cocons établi à la Nouvelle-Orléans.

Voici maintenant les frais que doivent occasionner la culture de deux acres de mûriers et l'élevage de vers.

1 personne d'un âge mur, travail de 10 jours	$ 10 00
2 petits garçons ou filles	6 00
3 personnes pour la seconde série de 10 jours	30 00
5 garçons ou filles	15 00
3 personnes pour la 3ème série de 10 jours	30 00
16 garçons et filles	48 00
Total	$129 00

Ajouter quelques dollars pour l'élagage des arbres, on arrive, tout au plus, à une somme de $160—ce qui donne pour deux acres un bénéfice de $722.

Le *Courrier*, Opelousas, paroisse St-Landry, du 28 février :

Depuis trois semaines, nous avons eu un temps froid et mauvais, mais la plus n'est survenu si abondance que mardi dernier ; l'eau est tombée par torrents pendant plusieurs jours.

Heureusement le sol était d'avance, assez sec, et les travaux des champs n'ont pas été interrompus. Le labourage est fort avancé dans presque toute la paroisse. Nous aurons beaucoup de maïs cette année, on en a semé en plus grande quantité qu'à l'ordinaire. A tout prendre, la perspective est meilleure qu'au mois de mars dernier ; nos récoltes auront probablement lieu, plus tôt et dans de meilleures conditions.

—*Décédé*, le juge Adolphe Garrigues, à l'âge de 76 ans. Il appartenait à l'une de nos meilleures familles créoles de St-Landry. C'était le fils du général Garrigues de Flaujac, venu de France, il y a trois-quarts de siècle. Le juge meurt, laissant un grand nombre d'enfants et de petits enfants. Il était très aimé, très estimé. La population lui a fait de magnifiques funérailles.

Le *Bulletin, Mariscalle*, paroisse Pavoyelles, du 28 février :

L'eau sournoise à se retirer ; il a plu abondamment, lundi—ce qui a arrêté un instant en baisse ; mais elle a repris aussitôt.

Nous avons eu de la neige pour la première fois, depuis bien des années ; elle a été accueillie avec joie par tous.

—Nous venons de recevoir la visite d'un habitant de la propriété Cane River du Col. Thorpe ; il nous a donné sur cette habitation de très intéressants détails. C'est, dit-il un terrain, très fertile ; il vient d'être entouré d'une nouvelle clôture en planches et en fil de fer. Sur différentes parties de la propriété sont des maisons pour les fermiers tenanciers. Le sol est très élevé, et par-conséquent à l'abri de toute inondation. On y fait une balle de coton par acre. Les conditions de la location sont d'un quart de la récolte ou $4 l'acre C'est un refuge assuré pour ceux qui veulent en fuir avec les inondations. Le chemin de fer Texas & Pacific traverse l'habitation. Notre visiteur, Fr. Saucier a charge de la propriété.

—*On écrit*, de Bayou Bœuf :

La semaine dernière, nous avons eu d'étonnants changements de température. Tous les travaux de ferme ont dû être suspendus ; il n'ont été repris que depuis trois jours. Aujourd'hui, le temps est inquiétant. On sème encore un peu de maïs. On craint que les pêches n'aient été attaquées par les froids que nous avons eus. On a planté aussi des pommes de terre, mais les travaux de jardinage sont fort peu avancés. Nos chemins sont dans un triste état ; il faudrait quelques jours de beau temps pour les sécher.

Tout va bien au Bayou Bœuf. La perspective des récoltes de coton est excellente.

Alphonse Karr :

De tout ce que j'ai écrit, romans, pièces de théâtre, histoire, critique, fantaisies, vers ou prose, si j'ai cette heureuse chance que quelque chose me survive, ce sera deux petites phrases—composant trois lignes à elles deux—bagage bien léger, même si l'on y ajoute trois ou quatre phrases aussi courtes, et qui, à cause de cela même, pourra surnager.

L'une est le résumé de mes études politiques, de ce que j'ai lu et de ce que j'ai vu. Je l'ai écrite en 1848.

"Plus ça change, plus c'est la même chose."

L'autre est plus ancienne ; on la trouverait dans les *Guêpes* de 1840.

"Abolissons la peine de mort, mais que messieurs les assassins commencent."

On n'a pas toujours le temps, dans les fermes, de vernir et de cirer les harnais et les autres objets en cuir. Cependant il faut faut les mettre à l'abri de la détérioration causée par le manque de soins. Deux ou trois fois par mois, il suffira de les frotter d'un mélange composé d'huile de ricin et de suif, parties égales. Le suif, ainsi traité, ne sera plus approché des rats, ni d'autres vermines.

Bob, qui lit l'histoire ancienne, ouvre tout à coup une boîte, et se met six ou sept pastilles de gomme à la fois dans la bouche.

—Qu'est-ce que tu fais là ? demande sa mère.

Bob, la bouche pleine :

—C'est pour apprendre à parler comme Démosthène.

Les funérailles de Jules Vallès, à Paris.

Nous lisons, dans le *Temps*, du 18 février :

Malgré les convocations enflammées des feuilles révolutionnaires, conviant tous les partisans de la Commune à une imposante démonstration autour du cercueil de Jules Vallès, la police a gardé, dans la journée d'hier, une attitude absolument expectante. Nul déploiement de force armée, nul agglomération, ni à la maison mortuaire, ni au cimetière, ni ailleurs, de sergents de ville. Les manifestants ont été entièrement livrés à eux-mêmes et peut-être n'en ont-ils pas éprouvé une grande satisfaction. Outre qu'ils se sont trouvés noyés dans la foule, ils en ont été réduits, ne pouvant tourner leur humeur belliqueuse contre une police absente, à se gourmer entre eux ; sur certains points du parcours, notamment dans la rue de la Roquette, on s'est battu entre socialistes, ce qui ne saurait surprendre. On sait, d'après ce qui se passe habituellement dans certaines réunions publiques, qu'anarchistes et blanquistes, collectivistes et possibilistes, n'en sont pas à quelques coups de poing près.

Quant aux discours prononcés sur la tombe du défunt, lesquels discours, d'ailleurs, ont été assez brefs, il n'y a pas lieu de s'y arrêter. Ce sont toujours les mêmes redites, cette même phraséologie ampoulée, ces mêmes déclamations dont Vallès lui-même était assez coutumier, mais qu'il savait rehausser du moins par une incontestable vigueur de style et par un réel tempérament d'écrivain. La puissance de la forme manquait chez lui à la vulgarité de la pensée et la brutalité de l'attitude. Ses congénères, n'ayant pas les mêmes mérites littéraires, ne sauraient prétendre à exciter la même curiosité et le même intérêt, et on peut passer leurs élucubrations sous silence sans dommage pour qui que ce soit.

Au reste, l'unique intérêt de la journée—journée, en somme, fort pacifique—a été ailleurs que dans les discours prononcés et dans la manifestation tentée par les partis révolutionnaires, manifestation qui a laissé la population parisienne complètement indifférente, car aucun sentiment autre que celui de la curiosité ne s'est accusé dans le public nombreux qui regardait passer le cortège. Les cris de : Vive la Commune ! Vive la révolution sociale ! proférés, de temps à autres, par quelques individus n'ont excité aucune émotion dans la foule, et tout se serait passé dans un calme relatif sans les incidents amenés par la présence dans le cortège d'un groupe de socialistes allemands, porteurs d'une couronne sur laquelle on lisait, en gros caractères : "Offert par les socialistes allemands."

Cette couronne a excité, dans ce public impressionnable du quartier des Ecoles, une vive indignation ; des rixes ont eu lieu entre les étudiants, auxquels se sont adjoints quelques passants, et les Allemands appuyés par les anarchistes. Des coups de poing ont été échangés de part et d'autre. Le sang même a coulé. Quelques commerçants, effrayés, non sans raison, car les combattants s'emparaient des chaises et des tables pour s'en faire des armes, ont fermé leurs boutiques.

Nous n'avons pas à rechercher, pour le moment, de quel côté ont été les premiers faits et à qui revient la responsabilité de ce tumulte ; mais il est une chose certaine, c'est que les Allemands ont manqué gravement aux devoirs de l'hospitalité qui leur est accordée en France en venant prendre part ostensiblement à une manifestation qui avait pour objet la glorification de la Commune, de cette caricature révolutionnaire ne saurait être désordre et la rébellion.

Que la France pratique à l'égard des étrangers l'hospitalité la plus large ; que, à Paris notamment, l'Assistance publique leur prodigue, comme elle le fait, des secours sans distinction de nationalité—ce sont les Allemands qui figurent en plus grand nombre ; parmi les étrangers assistés — rien de mieux ; mais que ces mêmes individus, auxquels nous accordons une hospitalité si généreuse, deviennent des agents de discorde et de désordres ; qu'ils s'attribuent le droit de manifester dans les rues de Paris, d'y promener des couronnes injurieuses, de provoquer des rixes, de faire acte de révolutionnaires, c'est ce qui ne saurait être admis par aucun homme de sens et ce que la population parisienne, même dans ses éléments les plus jeunes et les plus portés à l'insouciance, ne saurait accepter à jamais. Les socialistes allemands ont pu, hier, s'en apercevoir.

Au cours de la séance du 17 février de l'Académie de Médecine de Paris, M. Dujardin-Beaumetz a fait une importante communication sur le *paraldéhyde*. Ce corps, découvert en 1820, par Weindenbusch, n'était guère considéré que comme une curiosité chimique jusqu'en 1882. Depuis lors, il est entré dans le domaine de la thérapeutique. Sa composition chimique le rapproche beaucoup de l'aldéhyde ; il jouit des propriétés anesthésiques et hypnotiques de cette dernière substance, mais il n'est pas comme elle, toxique violent. M. Dujardin-Beaumetz, surtout, a étudié, dans expériences sur les animaux ont démontré qu'il agit sur le cerveau, particulièrement sur la substance grise, provoquant, d'abord une excitation bientôt suivie d'un sommeil profond accompagné d'anesthésie.

Le bulbe, puis la moelle sont atteints à leur tour comme le démontrent la diminution de la respiration, l'abolition des réflexes et la mort dans le coma avec abaissement de la température si la dose est trop élevée ; mais, et c'est là le fait le plus important fourni par l'expérimentation, le cœur n'est pas influencé à moins de doses excessives. L'hypnotisme de ce qui arrive avec le chloral. M. Dujardin-Beaumetz a donné la paraldéhyde à 38 malades ; la dose a varié de 3 à 4 grammes ; jamais il n'a donné 7 et 8 grammes, comme l'ont fait fait quelques médecins étrangers. Presque toujours le sommeil, donné dans une potion enfumante, mentale, a été bien supporté ; il a amené le sommeil pendant deux à six heures, sans excitation préalable ; le plus souvent, le sommeil a été paisible, et le malade, réveillé, s'accusait avoir mal dormi et se sentait reposé.

Exceptionnellement, la paraldéhyde a déterminé des douleurs d'estomac ou même des vomissements, parfois aussi le sommeil était accompagné de rêves pénibles. Le phénomène hypnotique du nouveau remède est grandement dans les maladies asystoliques et sans douleurs violentes. Cependant, M. Desnos l'a employé avec succès dans un cas de névralgie rebelle. Le savant médecin de la Charité le place entre l'opium et le chloral ; il le considère comme supérieur à celui-ci, puisqu'il n'agit pas sur le cœur ; il croit qu'on pourrait en essayer l'emploi chez les morphiniques ; il l'isolate sur son antagonisme si remarquable avec la strychnine et rappelle qu'il vient d'être utilisé avec succès dans un cas de tétanos où le chloral avait échoué.

Un certain journal publie des faits divers extrêmement intéressants, d'autant plus intéressants qu'il fournillent de curieux détails.

Racontant une rixe chez un marchand de vin, il dit :

Quant à l'épouse François, elle était mal arrangée encore. Elle avait quatre blessures provenant deux coups de feu, blessures faites avec un canif.

Un canif à poudre, alors !

Empruntons à l'Angleterre un mets friand, en même temps que très salubre. C'est la bouillie de grnau d'avoine, à laquelle on ajoute des amandes douces, du sucre, de la vanille.

Cette bouillie est excellente pour les vieillards, les malades en convalescence, les jeunes enfants et pour les personnes dont l'estomac est délicat.

La question de la dissolution jugée par Stop du *Charivari*.

Deux députés causent devant la statue du chancelier de l'Hôpital.

—On dit qu'on veut nous renvoyer avant le terme.

—Qu'est-ce que nous avons donc fait ?

—Mais rien du tout !

Fragment de dialogue entendu à la Bourse :

—Vous savez que le coulissier Z...a levé le pied ? On prétend l'avoir vu dans la capitale de l'Allemagne...

—Il a parlerais que nou !...Il a trop souvent entendu dire qu'il y a des juges... à Berlin.

L'autre jour, à la chambre, au commencement d'une séance, une jeune député, récemment élu, monte à la tribune.

—Vous demander la parole ? lui dit le président.

—Non, monsieur le président, pas du tout. J'ai l'intention de parler un de ces jours, et je veux tâcher de m'habituer !

Le cours de M. Caro, en France.

Quand—dit la *Liberté* du 10 février—nous protestions, la semaine dernière, contre les scènes tumultueuses qui ont troublé les leçons de M. Caro, nous ne pouvions supposer que l'autorité se laisserait entraîner à favoriser la violence contre la raison.

Une affiche placardée sur les murs de la Sorbonne annonce que le cours de l'éminent professeur est suspendu jusqu'à nouvel ordre.

C'est aujourd'hui le jour où le successeur de Cousin réunissait d'ordinaire à son enseignement une foule nombreuse et distinguée. La salle où se pressait cet auditoire d'élite restera vide. La tribune où M. Caro développait ses grandes doctrines restera muette. L'esprit de parti, aidé par la mutinerie de quelques écoliers tapageurs, a obtenu ce beau résultat. Nous ne lui connaissions pas de s'en vanter, car la conscience de tous les gens sensés et honnêtes déplorera avec nous cette regrettable mesure, triste victoire remportée par les sectaires du matérialisme et de l'athéisme contre les derniers défenseurs du spiritualisme et de l'idée de Dieu.

Il n'y a pas, en effet, à s'y tromper : les adversaires de M. Caro sont les ennemis acharnés de cette saine et consolante croyance qui, dans l'espérance que font ne finit pas ici-bas, affirme l'immortalité et la responsabilité de l'âme dans ce monde et dans un monde futur, et nous enseigne que le monde n'est que la porte mystérieuse et providentielle qui s'ouvre sur l'Eternité.

Les adeptes modernes du Nirvana bouddhiste, du dogme de l'anéantissement, qui refusent des prières aux morts par cette raison bien simple que ce qui n'est plus que poussière et néant n'a aucun droit à des hommages ni à des rites religieux, n'ont point pardonné à M. Caro le courage qu'il a eu—et il lui en a fallu beaucoup pour cela—d'attester même devant un cercueil, sa foi immuable en ce qui ne meurt pas. Ils ont si bien fait, ils ont si brutalement étouffé sous leurs clameurs, leurs sifflets et leurs injures, la voix du professeur dont la morale les choque, qu'ils sont parvenus à rendre impossible la continuation de son cours et ont forcé ses chefs hiérarchiques à lui imposer silence. Cette poignée de brailleurs, animés des plus mauvaises passions, l'a emporté sur les droits inviolables de l'enseignement public, sur la volonté et l'intérêt de la foule studieuse et sympathique qui suivait avec tant de zèle, les conférences philosophiques de la Sorbonne.

Il y a là plus qu'un incident malheureux de la vieille lutte entre le matérialisme et le spiritualisme ; il s'agit, surtout, des prérogatives universitaires et de la liberté des opinions. Quelles que soient les doctrines de M. Caro sur la nature et la destinée de l'homme, pendant la vie et après la mort, de quelque façon qu'il conçoive et résolve les autres problèmes de l'âme et de la création, nul n'a le droit de troubler de cris et d'insultes ses calmes et sérieuses leçons. On peut le discuter et le combattre ; les journaux et les livres sont ouverts à qui ne pense pas comme lui, mais tant qu'il ne dit rien de contraire aux lois et aux bonnes mœurs, personne ne peut l'empêcher de parler.

Or, c'est une minorité turbulente qui l'en empêche scandaleusement, contre le vœu manifeste d'une majorité qui devrait de plein communion d'idées avec lui. Et, chose grave, c'est à cette minorité intolérante et oppressive que le pouvoir donne raison, en suspendant, pour un temps indéterminé, le cours de l'honorable professeur.

On dit bien, il est vrai, que c'est M. Caro lui-même qui a jugé cette mesure opportune pour ne pas fournir plus longtemps prétexte aux scènes scandaleuses dont il est l'objet ; mais qu'il s'en sacrifie ou qu'on l'ait sacrifié au désir d'éviter de nouveaux désordres, la moralité du fait est la même.

Comment le gouvernement n'a-t-il l'énergie ni la force nécessaires pour faire respecter la personne et l'enseignement d'un professeur qui a toujours su exprimer, dans un langage aussi digne que modéré, des pensées et des convictions qui resteront, quoi qu'on puisse dire, la tradition et l'honneur de la philosophie française ?

On vient cette indifférence en cette faiblesse ? Dans l'enceinte de la Sorbonne, on parlera avec l'émeute, on recule devant les sommations et les menaces de quelques pseudo-étudiants, excités et poussés par quelques agitateurs de profession. Soit ce qu'on manque de moyens pour maintenir l'ordre ? Est-ce qu'on ne peut pas consigner ou mettre à la porte cette horde tumultueuse qui a fait ce qu'elle a voulu pour faire du bruit et du scandale ?

Un tel aveu d'impuissance, une telle capitulation devant une bande d'énergumènes est aussi humiliante pour l'Université que pour l'administration.

Une fois de plus, on laisse porter et l'on porte sa plus grave atteinte à la liberté de penser et d'enseigner. C'est une faute qui n'expiera tôt ou tard.

Ce que nous disons à l'égard de M. Caro, dont nous partageons sans réserve les saines et fortifiantes doctrines, nous le disons aux libéraux trop sincères pour ne pas le dire également en faveur de tout autre professeur qui serait absolument opposé à nos croyances et qu'on tenterait de réduire au silence par d'intolérances et d'incouvenances clameurs. Nous n'avons pas deux poids et deux mesures pour nos amis et pour nos ennemis. La liberté pour tous restera toujours notre devise et notre loi.

Mais, si, par hasard, des spiritualistes convaincus n'avaient de trouble et d'invectives le cours d'un de ces docteurs matérialistes, si nombreux aujourd'hui dans une autre faculté voisine de la Sorbonne, vous battiez de quelle façon ils seraient traités et exécutés ! Ils n'auraient qu'à se bien tenir. Or, nous doutons fort que le gouvernement, leur donnant raison, comme il vient de le faire pour les adversaires de M. Caro, fit fermer les cours ou aurait éclaté ces tumultes.

Salle de la Vigilant Steam Fire Co. No 3—Nouvelle-Orléans, 5 mars 1885.—Les officiers et les membres de cette compagnie sont par le présent notifiés de se réunir à leur siège à la Célébration Bervoyée du Mercredi matin, 4 mars courant, à 10 heures.

Par ordre de
A. KAVANAUGH,
Jno. L. Durel, Foreman
Secrétaire. 5 mars—1f

Avis au Public.

Bureau de la Compagnie du Gaz de la Nlle-Orléans.

NLLE ORLÉANS, 4 mars 1885.

En raison de la négligence de la part du Conseil de ville à remplir les conditions de l'engagement adopté par une majorité des membres du Conseil, présents à une réunion tenue le 13 février 1885, dans le salon du Maire et

En raison de l'action du Conseil de ville au meeting régulier tenu le 3 mars, 1885, refusant de pourvoir au paiement en plein des services r